

LA POLITIQUE MONDIALE



Texte : ArieJan Korteweg

Rédaction : Bertrand Abraham

Photographie : CLASH VISUAL, Bahi - Jean-Marc Charles

Le XXI^e siècle n'a commencé qu'en 2008



Thierry de Montbrial

Beaucoup de décideurs mondiaux ont participé à la première World Policy Conference qu'il a organisée en 2008 à Evian. Jaap de Hoop Scheffer de l'OTAN y était, comme Jean-Claude Trichet de la Banque centrale européenne et Christophe de Margerie de Total. Les présidents Sarkozy et Medvedev ont contribué au feu d'artifice final. Il y avait des dirigeants qui ne sont généralement pas sous les projecteurs - comme les présidents de Mongolie, d'Estonie ou du Sénégal, ou encore le premier ministre du Kenya - qui ont apporté une vision inattendue et précieuse en marge de la politique mondiale. Ces échanges d'idées sont typiques de l'IFRI, l'Institut français des relations internationales et de son fondateur, Thierry de Montbrial, un homme qui combine un grand pouvoir d'analyse à des qualités spécifiques de rapports humains. « Nous aspirons à une combinaison de la recherche et des contacts directs avec les principaux acteurs mondiaux. »

C'est vivre un événement que de voir, chaque année, en septembre, rue de la Procession à Paris, Thierry de Montbrial, dresser, derrière le pupitre de la grande salle de l'IFRI, la situation du monde ! Sans notes — avec, dirait-on, l'art consommé d'un improvisateur — voici qu'il brosse sous nos yeux le tableau des grandes tendances puis dégage les linéaments d'un avenir possible. Et ce, dans une langue claire. Droit au but, en une heure de temps — jamais plus ! Rituel qui prélude à la parution d'une nouvelle édition du Rapport annuel mondial sur le système économique et les stratégies (RAMSES) de son institut, dans lequel son équipe de chercheurs nous livrera le détail de ces analyses.

Mots clés pour 2009 : multipolarité, hétérogénéité et globalisation. Multipolarité du fait que de nombreux pays peuvent désormais peser de tout leur poids dans la balance. Hétérogénéité parce qu'il n'existe plus d'idéologie dominante. Globalisation puisque, dans un monde rétréci, l'interdépendance est la règle, tout ce qui se passe à l'Ouest se répercutant à l'Est et réciproquement.

Quelques jours après, le directeur reçoit, dans son vaste bureau, l'un des fondateurs de l'IFRI. Boiseries sombres. Des photos de

grands de ce monde, souvent en compagnie de de Montbrial, s'offrent, très nombreuses aux regards. Se révèle du même coup l'un des aspects — et non le moindre — de cet institut : en plus d'un centre de recherche, c'est aussi un lieu de rencontre où chefs d'États, scientifiques et dirigeants de grandes entreprises viennent fréquemment s'entretenir des grands problèmes de notre temps.

**« La configuration
du monde gagne en
transparence »**

Né en 1943, Thierry de Montbrial, a fondé il y a trente ans l'Institut Français des Relations Internationales. Directeur du Centre d'analyse et de prévision au ministère des Affaires étrangères de 1973 à 1979, Président du Département d'Économie de l'École Polytechnique de 1974 à 1992, et professeur à cette même école de 1974 à 2008, il a également occupé de nombreuses autres fonctions qui l'ont amené à beaucoup voyager.

L'IFRI, également implanté à Bruxelles, est la seule institution française à figurer au palmarès mondial des dix meilleurs organismes de recherche. S'inspirant de l'exemple de Davos, T. de Montbrial est l'organisateur de la première World Policy Conference (WPC), réunie à Évian en 2008 et consacrée à la gouvernance mondiale ainsi qu'à la coopération. Medvedev et Sarkozy y ont pris la parole. La deuxième édition de cette conférence a eu lieu en octobre 2009 à Marrakech.

Le Council on Foreign Relations de New York a, selon ses propres dires, inspiré T. de Montbrial dans la conception de son Institut. « J'ai vu là, affirme-t-il, comment recherche et contacts avec les protagonistes de premier plan sur la scène mondiale pouvaient s'imbriquer, et cela m'a tout de suite séduit. C'est dans cet esprit que nous travaillons ici. J'ai dîné avec Kohl, juste après la chute du Mur. J'ai eu un entretien avec Poutine, après son arrivée au pouvoir ». Quelques jours après l'interview qui suit, T. de Montbrial allait recevoir le président turc, Monsieur Gul.

Quelle est la contribution spécifique de l'IFRI, par rapport aux institutions déjà existantes ?

La France est un pays de grande tradition



diplomatique, mais celle-ci est fortement axée sur l'État et portée par l'État. Les infrastructures de l'IFRI ont été à cent pour cent financées avec des fonds privés. Quant au fonctionnement, il est assuré à soixante-dix pour cent par un financement privé. La World Policy Conference n'est pas subventionnée. Tout cela n'est, somme toute, pas très français. Nous analysons les situations et apportons des réponses stratégiques. Il n'existait pas d'établissement public de ce type. Comme vous le savez, l'Université Française nourrit une certaine méfiance envers les entreprises. Pour notre première génération de chercheurs, l'osmose ne s'est pas opérée d'emblée. Les choses ont évolué depuis.

Nous vivons une période de crise qui affecte la santé, l'économie, la sécurité, l'environnement, l'alimentation... Est-ce la période la plus turbulente de l'histoire de l'IFRI ?

C'est difficile à dire. Nos trois premières années ont été celles de la chute du Shah, de la montée de Khomeini, de la crise des missiles Pershing, de la montée de Solidarnosc

en Pologne. Il s'est passé beaucoup de choses. Je fais ce travail depuis 36 ans, et, en un espace de temps représentant une moitié de vie ou presque, il se produit toujours de grands bouleversements.

Le XXI^e siècle n'a commencé selon vous qu'en 2008. Pourquoi ?

Selon de nombreux historiens, le XVII^e siècle a commencé en France en 1610 avec la mort d'Henri IV. Et a fini avec la mort de Louis XIV

« Un arbitre à l'échelle du monde est chose impossible »

en 1715. J'ai défini le XXI^e siècle comme la période s'étendant de la fin de la Première Guerre mondiale en 1918, à la chute du mur de Berlin qui, en 1989, a inauguré une ère nouvelle. Une telle mutation implique tout d'abord une longue période de transition,

pendant laquelle de nombreuses relations ont besoin de s'établir et de trouver leur assise. La crise devra accoucher de nouveaux rapports financiers et économiques, l'ère Bush est close, et avec Obama, c'est une personnalité originale que se donnent les Américains. En même temps les États-Unis ne peuvent plus prétendre régenter le monde. La Chine s'impose, l'Inde s'affirme, une certaine renaissance se produit en Russie. La configuration générale du monde gagne en transparence.

Le monde que nous connaissons dans dix ans sera-t-il encore multipolaire, ou allons-nous assister à l'émergence de nouvelles grandes puissances ?

Tout est possible. La Chine connaît une croissance à la fois soutenue et ininterrompue depuis trente ans, l'Inde s'adapte à merveille sans changer son système politique. Impossible de prévoir un scénario précis, lorsque tant d'accidents peuvent se produire en route. Il y a 800 millions de téléphones portables en Chine. Comment un régime autoritaire pourra-t-il, dans ces conditions, continuer à contrôler la population ? Si la Chine est économiquement plus forte, l'Inde est une démocratie qui peut absorber les chocs plus facilement.

La multipolarité devrait pouvoir trouver son expression au sein des instances mondiales de contrôle ou de gouvernance. Nous avons aujourd'hui le G20, le G7, le G8, le G14. Tout doit être mis sur la table, par chacun des protagonistes, et il faut à cet effet inventer des configurations ad hoc. S'agissant des enjeux économiques, le G20 est un bon groupe. Mais je ne vois pas pourquoi le Brésil par exemple devrait être membre permanent du Conseil de sécurité. Les États-Unis et la Chine seront probablement les seuls à siéger dans tous les organes.

Et quel est selon vous le rôle de l'Union européenne dans les nouveaux rapports de force ?

L'UE est un animal d'un nouveau genre. C'est une puissance douce, peu agressive par nature. Vouloir préserver la paix sans manier l'offensive est positif en soi. Mais, malgré le traité de Lisbonne, l'Europe est loin de parler d'une seule voix. Au propre comme au figuré. Prenez Sarkozy, qui en tant que président de l'Union européenne a d'impressionnants états de service. Mais que peut faire l'Europe, avec un président qui ne parle pas son langage ?

Le vieux continent pourrait-il faire figure d'arbitre idéal ?

Je ne le crois pas. Prenez les grands problèmes futurs, l'Iran et la question israélo-palestinienne. Vous ne pouvez jouer un

rôle que si vous êtes prêt à faire sentir votre pouvoir. Un arbitre à l'échelle du monde est chose impossible ! De plus, même s'ils sont affaiblis, les États-Unis restent encore la puissance dominante.

L'Iran se voit interdire l'accès à l'arme nucléaire par des pays qui en disposent eux-mêmes. Par quels arguments peut-on justifier, dans de telles conditions, une interdiction ?

Depuis l'apparition de la première bombe nucléaire, le monde est divisé entre « membres du club » et « exclus ». Et le club s'est progressivement agrandi. On a fermé les yeux sur les bombes nucléaires de l'Inde et du Pakistan. Alors même que la bombe

« Les États-Unis ne peuvent plus prétendre régenter le monde »

pakistanaise inspirait la frayeur, à cause du contexte de l'islamisme radical. Aujourd'hui, une tendance générale vise à freiner la prolifération. Brandir l'arme des sanctions pour ralentir le programme, tout en normalisant progressivement les relations, serait la meilleure stratégie. Une attaque sur l'Iran, comme Israël le dit parfois, ne ferait que déstabiliser davantage la région.

On peut aussi se demander si un monde sans arme nucléaire serait meilleur et plus stable. Les États-Unis souhaitent s'investir dans ce débat, car, toutes armes conventionnelles confondues, ils disposent de la suprématie sur ce plan. Une réduction globale de l'armement s'impose, comme cela s'est produit après l'éclatement de l'empire soviétique.

Les grandes décisions prises sont parfois fondées sur des informations peu fiables. Ce fut le cas pour l'invasion de l'Irak, et cela pourrait également arriver en Iran. Comment expliquez-vous cet état de faits ?

Par le passé, le pouvoir de l'Union soviétique avait été, lui aussi, systématiquement surévalué. Ceci, dès l'avènement de Spoutnik et de la course folle à la conquête de l'espace. Même chose avec Saddam Hussein, présenté comme encore plus dangereux que l'Union soviétique. Une information erronée peut servir les intérêts d'un groupe ou d'une puissance. Les erreurs de 2003 pourraient se

répéter en Iran. Pour ce qui est d'évaluer à quelle échéance l'Iran pourrait disposer de l'arme nucléaire, les prévisions partent dans tous les sens. Un homme comme ElBaradei, membre de l'Agence internationale de l'énergie atomique, a, du fait de sa position plus modérée, été tout de suite désigné comme traître à son pays.

Que pensez-vous de la politique étrangère de Barack Obama ? Tendrez-vous la main comme il le fait semble loin de satisfaire tout le monde.

C'est un homme courageux. Mais il se pourrait bien qu'il échoue. Beaucoup n'attendent que cela. Le mouvement conservateur est fort, le racisme n'a pas disparu. Sur le plan intérieur, le premier test est la question du système de santé. Et, en politique étrangère, le Moyen-Orient. Obama a été très clair avec Israël : la colonisation des territoires occupés doit cesser. Mais la résistance pourrait le déstabiliser. Ces deux dossiers pourraient voir leur impact renforcé l'un par l'autre, pour le meilleur comme pour le pire.

Hauts responsables, politiques et chefs d'entreprise sont les interlocuteurs naturels des chercheurs de l'IFRI. Comment vos équipes ont-elles connaissance ce que peut ressentir une population ?

Question délicate. L'intérêt pour les aspects techniques de problèmes tels que le désarmement reste surtout circonscrit à de petits cercles. Sur un sujet tel que, par exemple le démantèlement du bouclier antimissile en Pologne et en République tchèque, les choses deviennent vite compliquées. Cependant nous restons toujours au contact des gens vivant sur le terrain. Mais cela ne suffit pas. Nous expliquons les choses à la télévision, à la radio, dans les journaux, nous organisons des conférences. J'en donne moi-même, les chercheurs aussi. Manifestement les gens s'intéressent, pour peu que vous évitiez le jargon. Nous nous efforçons d'être objectifs et impartiaux et de respecter les idées de chacun. Les voyages fréquents en Russie et en Chine vous prédisposent à nuancer vos appréciations sur la situation. 🎓



Thierry de Montbrial est enseignant et chercheur en économie et relations internationales. Polytechnicien et ancien ingénieur du Corps des mines, il est également docteur en économie (PhD) de l'Université de Californie (Berkeley). Après avoir fondé, puis présidé jusqu'en 1992 le département d'économie de l'École Polytechnique, il continue à y professer les sciences économiques. Il enseigne par ailleurs l'économie politique appliquée et les relations internationales au Conservatoire National des Arts et Métiers, ainsi que les théories des relations internationales au sein du Master Recherche Relations internationales de l'Université parisienne de Panthéon Assas. Il a créé l'Institut français des relations Internationales (IFRI) qui publie le rapport annuel sur le système économique et les stratégies (RAMSES), et dont il assure la présidence. Directeur de la revue Politique Étrangère et membre du Comité directeur des Conférences de Bilderberg depuis 1976, il est membre de droit (juillet 2006) du Conseil du Centre d'études prospectives et d'informations internationales. Il a mis sur pied les World Policy Conferences, dont la deuxième édition s'est déroulée à Marrakech en octobre 2009.

Contact : thierrydemontbrial@speakersacademy.fr